

Vie sociale au troisième millénaire

Un conte à ne pas dormir debout !

Fermons les yeux et rêvons. Enfin, les Suisses auront admis qu'il existe des pauvres dans leur pays. Question de nombre, mais aussi parce que les personnes vivant des situations de précarité, voire de détresse, seront issues *aussi* de la classe moyenne sacrifiée sur l'autel des "restructurations".

Les cantons auront quadrillé leur territoire d'organismes chargés de gérer des populations en difficulté. La raréfaction du travail classique aura eu raison des prétentions d'insérer chacun dans un poste de travail stable à durée indéterminée. On parlera de plus en plus *d'activités* et *d'occupations* destinées à donner un sens à l'existence. Une partie importante de la population ne formulera plus de projets à court et moyen terme : chapelet de petits boulots ou de tâches d'intérêt collectif, de travaux de proximité etc.

Certains trouveront un horizon dans les pratiques culturelles ou des loisirs qui n'en porteront plus le nom. Quelques-uns tenteront, jusqu'à épuisement, de créer quelques petites entreprises.

Les assurances sociales amaigries ne pourront guère faire face à cette situation. Elles se concentreront sur ce que les milieux compétents auront défini comme essentiel. L'assurance-invalidité aura compris que l'intégration professionnelle célébrée au milieu du XXe siècle n'est plus qu'un aspect marginal de son activité. Les performances de l'assurance-chômage ne seront guère plus brillantes. Des accidents de santé seront souvent synonymes d'entrée dans une situation de marginalité professionnelle durable. Les jeunes qui se poussent au portillon piafferont d'impatience quand ils ne se seront pas résignés ou réfugiés dans les différentes formes de fuites, dont on sait que certaines sont mortelles.

Les pauvres seront désignés par des vocables "soft". On les appellera RMistes, RMcasistes, RMRistes, bénéficiaires de prestations spéciales, contractuels en insertion, agents de proximité, etc. Le foisonnement législatif sera devenu encore plus hermétique. Invités à prendre des initiatives, ils buteront sur la complexité des mesures censées leur ouvrir les chemins de l'espoir.

Des professionnels de l'action sociale auront compris que la "mise au travail" n'est plus le critère lumineux qui donne sens à leur pratique. Soucieux d'apporter quelques réponses à la souffrance qu'ils observent en première ligne, ils se seront mis au service de cette population qui a de plus en plus besoin de leurs prestations. Ils s'attacheront à organiser un minimum de bien-être dans ce monde tenté de se cantonner dans la résignation. Ils feront appel aux forces vives engagées dans la vie associative. Ils construiront des passerelles. Ils bâtiront des réseaux chargés de palier la chicheté des politiques publiques.

Ils accompagneront la mise en place de projets permettant d'exercer, voire d'entretenir les *capacités* des personnes qui auront recours à leurs services. Organismes, entrepreneurs, relais, conseillers, avocats du peuple, oreilles attentives et intervenants d'urgence, ils seront des remparts contre la désespérance et les plâtriers du lien social.

Dans les grands bureaux de l'action sociale, la rationalisation aura produit ses effets. Grâce à un "management efficace", la "deuxième société" sera mieux gérée. Moins de

gaspillage, moins d'abus, moins d'espace pour les resquilleurs. Les politiques ciblées auront défini les cibles. Chaque bénéficiaire de prestations spéciales aura son profil dûment répertorié et il sera possible de suivre sa "trajectoire". Des experts analyseront le rapport coût/bénéfice de chaque franc investi et on saisira mieux les causes des accidents de parcours. Les multiples colloques d'antan seront remplacés par des procédures de coordination standardisées. Les écrans auront limité les périls liés à la communication directe et orale des informations et des dossiers. Tout cela permettra de limiter la consommation de café et de croissants.

La formation des agents de l'action sociale aura été rationalisée et réorganisée sur la base d'organigrammes conçus pour tirer le meilleur parti des *ressources humaines*. La maîtrise des compétences techniques sera devenue un critère déterminant. Un système de promotion par cumul contrôlé d'unités de savoirs et de savoir-faire organisera les carrières. Quelques week-ends ad hoc s'occuperont de la promotion du savoir-être. D'ailleurs, les carrières fulgurantes seront promises à ceux qui auront appris à "faire mieux avec moins".

Quant aux usagers-consommateurs, ils poursuivront leur chemin avec le sentiment d'être de plus en plus nombreux. La *galère* se remplit et l'on ne connaît plus son voisin. Ça entre, beaucoup ; ça sort, un peu moins. Surtout, le bateau connaît un nombre incalculable de cabines assez bien insonorisées. Lentement, ils se découvriront divisés en deux catégories :

— ceux qui ont compris le fonctionnement du système, il leur restera à s'y adapter avec le secret espoir d'en sortir, au moins pour les enfants ;

— ceux qui, de disqualifications en échecs, se rangeront dans les sentiers de la résignation : la déprime, la maladie, l'autodestruction avec, peut-être, quelques moments de révolte.

Au fait, y aura-t-il des révoltes ? Voilà la question à ne pas poser, mais que tout le monde se pose. Les assureurs privés et les marchands le savent bien. Derrière l'achat d'un abonnement pour bloquer les cartes de crédit, il y a le voleur ; et lorsque des mouvements sociaux s'expriment dans la rue, il y a des casseurs. D'où viennent-ils ? Les reverra-t-on au XXI^e siècle ?

Du délire à l'espoir

Ai-je le droit d'user un si noble papier pour composer un tel tableau ? Tout à l'heure, à la hauteur de Fribourg, deux cadres d'entreprise au seuil de la cinquantaine, chuchotaient des considérations voisines, comme s'ils tenaient des propos indécents. L'un d'entre eux venait d'ouïr des rumeurs de restructuration dans son entreprise. Sa femme était enceinte : le petit dernier, pas prévu au programme, semble-t-il. En pensant à cette petite vie je me laisse aller à une bouffée d'espoir.

En 2015, nous aurons adapté nos assurances sociales aux changements des modes de vie qui ont caractérisé la deuxième partie du XX^e siècle. Les "poches" de pauvreté auront été clairement identifiées ; on aura cessé de s'acharner à compter les pauvres pour lutter résolument contre la pauvreté. Les transformations du monde du travail auront été notablement maîtrisées. D'abord, sous l'impulsion résolue des pouvoirs publics, les entreprises auront compris que la prise en considération de leurs responsabilités sociales est une voie incontournable pour leur développement à moyen et long terme. L'aménagement du temps de travail (entendons aussi réduction) aura incité à des formes de solidarité qui se révéleront payantes. De multiples formes d'activité dans le

Tiers-secteur auront conquis leurs lettres de noblesse au terme d'un grand débat public et de mesures de valorisation adéquates.

Pour payer tout cela ? Car une telle opération a un coût. On aura repris le débat sur la fiscalité. Après la crispation sur les dogmes de la fin du XXe siècle, on aura décidé d'innover, de dépasser les petits privilèges liés au fédéralisme d'antan, de nettoyer les petits avantages catégoriels acquis dans les phases d'aveuglement et de laxisme fiscal qui ont accompagné les années fastes dans la deuxième partie du XXe siècle. Dans certains milieux, on aura redécouvert le fait que la charité, c'est aussi payer ses impôts. Proposer la planification des soupes populaires sera devenu un synonyme d'échec.

Les instances administratives (publiques et privées) chargées de la gestion de la sécurité sociale auront largement dépassé une approche par trop comptable. Leur souci premier consistera à stimuler les énergies et les ressources des personnes et groupes sociaux bénéficiant de leur sollicitude. Un exemple : on aura décidé de ne plus assimiler le retraité à un personnage coûteux, mais de voir en lui un trésor appelé à vivre un quart de siècle porteur de promesses et de services.

Dans ces conditions, l'action sociale sera devenue l'instrument indispensable à la conduite de ce grand projet. Tout le monde ne suit pas le même rythme, il faudra toujours surveiller le bord du chemin. La chute ou le faux pas sont le lot de beaucoup. L'action sociale sera la gardienne de l'espoir et un instrument de la reconquête de la citoyenneté.

Des professionnels compétents, agents de la transparence, mettront leurs ressources au service des personnes en difficulté ; mais ils deviendront aussi des informateurs privilégiés pour tirer les sonnettes d'alarme et éclairer les travaux des administrateurs et des législateurs.

Empathiques avec ceux qui souffrent, efficaces dans leurs interventions, créatifs dans la recherche de solutions.

Le XXIe siècle est ouvert. Monsieur le Rédacteur, il ne fallait pas me demander d'écrire ce texte ; le discours sur l'avenir est décidément trop difficile. Mais, entre la résignation et l'espérance, il faut choisir son camp. Tout n'est pas possible, mais que l'on ne nous fasse pas croire que l'espoir est méprisable. Et tant pis pour ceux qui ricanent.

L'histoire s'est chargée d'apporter de sévères démentis aux prophètes de malheur. C'est tant mieux !